

Avril 2020

Avenir d'EDF

Un « après » qui passe par une Renationalisation !

L'intérêt du pays, des citoyens et des salariés avant celui de la finance !



Depuis le début de cette crise sanitaire, EDF, grâce au personnel, a permis d'assurer la continuité de fourniture d'électricité et de gaz au titre de nos missions de service public. L'importance essentielle de tous les services publics a été reconnue par tous. Le monde d'après devra en tirer les conséquences.

Le Président, les ministres, tous les élus de République ainsi que nos dirigeants se sont accordés à relever l'absolu nécessité de l'ensemble des services publics.

FO Énergie et Mines les félicite pour leur prise de conscience (tardive ?) de ce à quoi servent ces services publics par contre nous attendons plus que des remerciements.

Un monde « d'après » responsable.

Le Président de la république a indiqué que le monde d'après sera différent.

Au-delà des mots, il faudra des actes. Et il paraît clair que « chacun » à Sa vision de cet « Après ». Ces 40 dernières années, les décisions politiques concernant l'énergie sont toutes des échecs retentissants, tout le monde en convient.

Malgré cela, sous la pression de marchés financiers, la volonté d'aller plus loin dans la destruction du secteur en France était forte avant la crise et se prolonge au regard des attaques de Total pour dénoncer ses engagements vis-à-vis d'EDF.

Le projet de destruction d'EDF dénommé Hercule en est l'exemple le plus flagrant.

Mais ça c'était le monde d'avant !

FO attend des actes refondateurs d'un pacte social, pacte Républicain, garant de la sécurité la santé et des besoins vitaux de ses citoyens dont notamment la question de l'énergie.

Car le secteur de l'énergie est un pilier essentiel de la République par la préservation de l'intérêt général en termes de fourniture d'énergie et de sécurité d'approvisionnement, d'indépendance énergétique, d'égalité de traitement en métropole et dans les DOM notamment sur la question des tarifs pour toutes et tous.

Renationalisation possible

De cette crise, des enseignements doivent être tirés et certains sont flagrants : le système économique ultralibéral et l'extra mondialisation a révélé des failles énormes.

La France, 6^{ème} puissance économique mondiale, comme d'autres pays, constate malheureusement ses faiblesses et les erreurs faites en se vouant les yeux fermés, sacrifiant sa dépendance, à cette économie de marché qui met en péril la vie même des Français.

Il est de la responsabilité des pouvoirs publics de faire en sorte que cela change.

Concernant l'énergie, et particulièrement EDF, les journaux se font l'écho de la nécessité pour absorber la crise que l'Etat, actionnaire à 85 %, injecte 3 à 4 milliards sous forme de recapitalisation.

Compte tenu d'une valeur de l'action à 6,74 euro (le 27/04), la valeur totale d'EDF est de 20,91 milliards !!!

Pour « renationaliser » et transformer EDF SA en Etablissement Public Industriel et Commercial, l'état doit racheter les 15 % d'actions qu'il ne détient pas, soit une valeur de 3 milliards.

Pour FO il est clair qu'une renationalisation n'est dès lors qu'une question « Politique ».

Il est donc possible et nécessaire de mettre fin à une logique mercantile qui conduit systématiquement à nationaliser les pertes et privatiser les profits !!!

Cette « guerre », ou plutôt ce test de « notre Humanité » comme l'a désigné le Président Allemand, doit être suivie d'actes refondateurs de cohésion sociale pour la République. Ce sont, entre autres, les services publics qui la permettront dans le monde « d'après ».

AGIR, NE PAS SUBIR

www.fnem-fo.org

